



**Rapport financier semestriel
au 30 juin 2011**

GROUPE BERNARD LOISEAU

Sommaire

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
<hr/>	
Etats financiers consolidés résumés	4
<hr/>	
Etat de situation financière	4
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5
Etat de variation des capitaux propres	6
Tableau des flux de trésorerie	7
Notes annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels	8
<hr/>	
Préambule	8
Principes et méthodes comptables	8
Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture	10
Périmètre et méthode de consolidation	10
Répartition du capital social	10
Distribution des dividendes	11
Passifs éventuels	11
Caractère saisonnier des activités	11
Parties liées	11
Notes sur l'état de situation financière	11
Notes sur le résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	16
Résultat par action	17
Dette financières	18
Engagements hors bilan	18
Rapport semestriel d'activité	18
<hr/>	
Résultats et situation financière du groupe	18
Perspectives pour l'année 2011	19

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 19 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Saulieu, le 28 octobre 2011

Président du Conseil d'Administration
Dominique Loiseau

A. Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2011

Tous les montants sont exprimés en K€

I. Etat de situation financière

Actif en K€	30.06.2011	31.12.2010
Goodwill	1 340	1 340
Marques	638	638
Autres immobilisations incorporelles	49	26
Immobilisations corporelles	7 169	6 917
Participations dans des entreprises associées	0	0
Immobilisations financières	147	155
Actifs financiers disponibles à la vente	90	90
Impôts différés actifs et créance de carry back	142	159
Actifs non courants	9 575	9 325
Stocks et en-cours	622	512
Clients et comptes rattachés	138	165
Créance d'impôt exigible	0	0
Autres actifs courants	464	552
Trésorerie et équivalents	3 067	3 062
Actifs courants	4 291	4 291
Total de l'actif	13 866	13 616
Passif	30.06.2011	31.12.2010
Capital social	1 790	1 790
Primes d'émission	3 306	3 306
Réserves	5 522	5 080
Résultat de l'exercice	147	448
Capitaux propres	10 765	10 624
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	821	553
Provisions à long terme	160	153
Impôts différés passifs	0	0
Autres passifs non courants	0	0
Passifs non courants	981	706
Emprunts et dettes financières à moins d'un 1 an	207	220
Fournisseurs et comptes rattachés	761	752
Dettes d'impôt courant	42	27
Autres passifs courants	1 106	1 284
Provisions à court terme	4	3
Passifs courants	2 120	2 286
Total Passif	13 866	13 616

II. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2011	30.06.2010	31.12.2010
	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	4 285	3 966	9 040
Achats consommés	-963	-849	-1 876
Marge brute	3 322	3 117	7 164
Autres produits de l'activité	-	-	-
Charges externes	-801	-726	-1 607
Impôts et taxes	-96	-80	-186
Charges de personnel	-1 929	-1 866	-4 235
Dotations aux amortissements	-343	-337	-667
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-9	-10	-44
Autres charges d'exploitation	-7	-2	-16
Autres produits d'exploitation	57	2	211
Résultat opérationnel courant	194	98	620
Dépréciation de l'écart d'acquisition	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	31	0	65
Résultat opérationnel	225	98	685
Produits de trésorerie et d'équivalents	20	5	18
Coût de l'endettement financier brut	-18	-16	-30
Coût de l'endettement financier net (produit)	2	-11	-12
Autres produits financiers			
Autres charges financières			
Quote part dans le résultat des entreprises associées			
Résultat avant impôt	227	87	673
Charge/Produit d'impôt	-80	-35	-225
Résultat net	147	52	448
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	147	52	448
Nombre d'actions en circulation	1 432 100	1 432 100	1 432 100
Nombre d'actions total en circulation hors titres en autocontrôle	1 421 913	1 419 328	1 422 789
Résultat net par action (en euros)	0,10 €	0,04 €	0,31 €
Résultat net dilué par action (en euros)	0,10 €	0,04 €	0,31 €

(-) si charges et (+) si produits

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre d'actions en circulation (1 432 100 actions) à l'exclusion des titres d'autocontrôle (10 187 actions en moyenne sur les 6 derniers mois).

Au 30 juin 2011, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

III. Etat de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2009	1 790	3 306	-37	5 128		10 187
Opérations sur capital						
Opérations sur titres auto-détenus			-11			-11
Dividendes						
Résultat net de l'exercice 2010				448		448
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				448		448
Variations de périmètre						
Capitaux propres au 31/12/2010	1 790	3 306	-48	5 576		10 624
Opérations sur capital						
Opérations sur titres auto-détenus			-6			-6
Dividendes						
Résultat net au 30/06/2011				147		147
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						
Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				147		147
Variations de périmètre						
Capitaux propres au 30/06/2011	1 790	3 306	-54	5 723		10 765

IV. Tableau des flux de trésorerie en K€

	30.06.2011 6 mois	30.06.2010 6 mois	31.12.2010 12 mois
Résultat net consolidé	147	52	448
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	352	347	711
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés			
Autres produits et charges calculés			
Plus et moins value de cession	-31		-65
Profits et pertes de dilution			
Quote part dans le résultat des entreprises associées			
Dividendes			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	468	399	1 094
Coût de l'endettement financier net	2	-11	12
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	80	35	225
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	550	423	1 311
Impôt reçu/versé (B)	-51	49	40
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-129	96	-60
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D)=(A+B+C)	370	568	1 311
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-665	-72	-672
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	31		108
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-1	-2	-5
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	10	15	18
Dividendes reçus			
Variation des prêts et avances consentis			
Subvention d'investissement reçue			
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-625	-59	-551
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options			
Rachats et reventes d'actions propres	-6	-11	-11
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Souscription d'emprunts	400		
Remboursement d'emprunt	-78	-53	-107
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financements)	-2	11	-12
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	314	-53	-130
Incidence des variations des cours de devises (G)			
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	59	456	630
Trésorerie d'ouverture	3 006	2 376	2 376
Trésorerie de clôture	3 065	2 832	3 006
Variation de trésorerie nette	59	456	630

V. Notes annexes aux états financiers consolidés résumés semestriels

Préambule

Bernard Loiseau SA est une société anonyme à Conseil d'administration de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France.

Le siège social de la société mère Bernard Loiseau SA est situé au 2, rue d'Argentine, 21210- Saulieu.

Bernard Loiseau SA a été cotée à la Bourse de Paris –Eurolist Compartiment C sur le marché Nyse Euronext, et ce jusqu'au 15 juillet 2011.

A la demande de la société Bernard Loiseau SA (Cf rapport annuel 2010 page 19 et paragraphe P), Euronext SA a décidé l'admission sur NYSE Alternext des 1 432 100 actions existantes composant le capital de la société Bernard Loiseau. L'admission a eu lieu le 18 juillet 2011, selon la procédure de cotation directe dans le cadre de son transfert du marché réglementé de NYSE Euronext vers NYSE à Paris.

Les états financiers consolidés résumés semestriels ci-après reflètent la situation comptable de Bernard Loiseau et de ses filiales (ci-après « le Groupe ») ainsi que, le cas échéant, les intérêts dans les entreprises associées. Ils sont présentés en euros arrondis au millier le plus proche.

Le Conseil d'administration a arrêté le 28 octobre 2011 les états financiers consolidés résumés semestriels au 30 juin 2011.

5.1. Principes et méthodes comptables

5.1.1 Présentation des états financiers :

Les états financiers semestriels résumés portant sur la période de 6 mois du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011 du groupe Bernard Loiseau ont été préparés en conformité avec :

- la norme internationale d'information financière IAS 34 amendée, relative à l'information intermédiaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2011,
- et les autres normes comptables internationales (constituées des IFRS, des IAS, de leurs amendements et de leurs interprétations) qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2011 et qui sont disponibles sur le site internet : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

En application de la norme IAS 34 amendée, seules les informations relatives à des événements et transactions importants au regard de la période intermédiaire considérée sont présentées au travers de notes explicatives. A l'exception des points mentionnés ci-après, les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Au cours de la période, le groupe Bernard Loiseau a adopté les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire pour l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2011, à savoir :

- IAS 24 révisée : révision de la norme sur les informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées,
- IAS 32 : amendement relatif au classement des droits de souscription émis,
- Annual improvements (texte publié par l'IASB en mai 2010) : améliorations annuelles portées à différentes normes, dont IAS 34,
- IFRIC 14 : amendements relatifs aux paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement minimal,
- IFRIC 19 : extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

A l'exception de la norme IAS 34 amendée qui a conduit à revoir de façon mineure la présentation de certaines informations en annexe, aucun de ces textes n'emporte de conséquences sur le résultat net et la position financière du groupe, ni sur la présentation des comptes et de l'information financière ; le groupe Bernard Loiseau n'étant pas concerné par le contenu et/ou les incidences de ces textes au 30 juin 2011.

Le groupe n'a par ailleurs pas anticipé de normes, d'amendements ou d'interprétations IFRIC dont l'application n'était pas obligatoire au 30 juin 2011, soit parce que ces textes n'avaient pas encore été adoptés en Europe, soit parce que le groupe n'a pas décidé de les appliquer par anticipation. Ces textes sont les suivants :

- IAS 12 : recouvrement des actifs sous-jacents,
- IAS 27 révisée : états financiers individuels,
- IAS 28 révisée : participations dans des entreprises associées et des co-entreprises,
- IFRS 7 : informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers,
- IFRS 9 : norme relative aux instruments financiers devant progressivement remplacer les dispositions d'IAS 39,
- IFRS 10 : états financiers consolidés,
- IFRS 11 : partenariats,
- IFRS 12 : informations à fournir sur les participations dans d'autres entités,
- IFRS 13 : évaluation à la juste valeur.

Le groupe n'est pas à ce stade concerné par ces textes ou n'anticipe pas d'incidences significatives sur les comptes des prochains exercices.

Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Conseil d'Administration qui forme le principal organe de décision opérationnel du groupe.

En conséquence, un secteur opérationnel est une composante distincte du groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS appliqués par le groupe pour ses états financiers consolidés.

Les transactions inter-secteurs sont peu significatives, et les prix de transfert entre les secteurs sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et hypothèses sont réalisées à partir de l'expérience et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Néanmoins lors de la réalisation effective des événements, les montants définitifs peuvent différer des prévisions effectuées.

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations au 30 juin 2011 pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs au cours d'un exercice ultérieur concernent l'évaluation des Goodwill, des marques, des impôts différés et des provisions.

Lors de la préparation des comptes consolidés semestriels résumés 2010, et au regard du contexte récent de crise économique, les estimations relatives aux évaluations des marques et des goodwill ont été reconsidérées : les projections actualisées de flux de trésorerie d'exploitation utilisées dans le cadre de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2010 ont notamment été examinées afin de s'assurer qu'elles étaient en phase avec les hypothèses budgétaires jugées les plus raisonnables et les plus probables par la direction. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2011.

Il est rappelé que la détermination de la valeur recouvrable des marques et des goodwill est sensible, en particulier, au taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation de flux de trésorerie futurs, aux estimations de cash-flows, ainsi qu'au niveau du taux de croissance retenu.

Il est par ailleurs précisé qu'il n'est constaté d'impôt différé actif sur les différences temporelles déductibles et les déficits reportables que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles et ces déficits reportables pourront être imputés sera disponible. L'horizon de temps retenu pour l'estimation des bénéfices futurs est au plus de 4 ans étant précisé qu'une revue des prévisions et hypothèses utilisées a été réalisée en octobre 2011.

Enfin, pour l'évaluation des provisions pour retraite, la valeur actuarielle de l'obligation et le coût des avantages postérieurs à l'emploi sont calculés à partir d'hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité, et taux de turnover). En raison du caractère long terme de ces éléments, l'incertitude liée à ces estimations peut être significative.

5.2 Evénements significatifs intervenus postérieurement à la clôture

Aucun événement susceptible d'influer sur les comptes de la société ou du groupe de manière significative n'est intervenu depuis le 30 juin 2011.

5.3. Périmètre et méthode de consolidation

Aucune évolution de périmètre n'a été constatée depuis le 31 décembre 2009.

Toutes les sociétés du groupe au 30 juin 2011 sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Les titres non consolidés de la société Newcore sont inscrits au 30 juin 2011, de même qu'au 31 décembre 2010, sous la rubrique « actifs financiers disponibles à la vente ».

Ils sont évalués à leur juste valeur et les éventuelles variations de valeur sont enregistrées directement dans les capitaux propres, sauf lorsqu'un test de perte de valeur conduit à reconnaître une moins-value latente par rapport au coût d'acquisition historique, en raison d'une dégradation significative ou prolongée des flux de trésorerie attendus des actifs concernés. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est comptabilisée en résultat par le biais d'une dépréciation. Les montants comptabilisés dans les capitaux propres sont repris en résultat lors de la dépréciation ou de la cession des actifs financiers disponibles à la vente.

De manière générale, la juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la juste valeur pour les titres non cotés, déterminés en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre. Pour les titres de participation qui ne sont pas cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable, le groupe retient dans ce cas le coût d'entrée déduction faite de toute dépréciation éventuelle.

Aucune dépréciation, ni variation de valeur, n'a été constatée au 30 juin 2011 sur les actifs financiers disponibles à la vente.

5.4. Répartition du capital social

En application des dispositions de l'article L356-3, nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales détenant au 30 juin 2011, directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers d'une part du capital social et d'autre part des droits de vote aux assemblées générales, savoir :

Plus de la moitié :

- Dominique LOISEAU et succession 33, rue Gambetta - 21210 SAULIEU, soit 54,07% du capital et 68,23% des droits de vote.

Plus du dixième :

- Marc Tournier, détient directement et indirectement par l'intermédiaire des sociétés CIPADE et BAPIM qu'il contrôle, 10,10% du capital et 6.48% des droits de vote.
- Partnership Convictions 1, 10 rue du Colisée – 75008 PARIS, soit 10.02% du capital et 6.4% des droits de vote.

5.5. Distribution des dividendes

Aucune distribution de dividende n'a été votée au cours de l'Assemblée générale mixte du 18 mai 2011.

5.6. Passifs éventuels

Il n'existe pas de passifs éventuels.

5.7. Caractère saisonnier des activités

Les activités du groupe ne portent pas de caractère saisonnier significatif, étant précisé que l'établissement de Saulieu a fermé 5 semaines sur le 1^{er} semestre 2011.

5.8. Parties liées

Au titre de la période, il n'y a pas eu de transactions avec les parties liées.

5.9. Notes sur l'état de situation financière

5.9.1 Etat des Goodwill et de l'actif immobilisé

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Transfert	Valeur brute fin d'exercice
Goodwill	1 340				1 340
Marques	638				638
Autres immobilisations incorporelles	59	6		21	86
Terrains	515	1			516
Constructions et agencements	11 242	365			11 607
Installations techniques, matériel et outillage.	2 589	88			2 677
Autres immobilisations corporelles	1 695	67			1 762
Immobilisations corporelles en cours et acomptes sur immobilisations	25	100		-21	104
Immobilisations corporelles	16 066	620			16 666
Participations dans des entreprises associées					
Autres participations					
Prêts et autres immobilisations financières	155	1	-9		147
Immobilisations financières	155	1	-9		147
Actifs disponibles à la vente	90				90
Total général	18 348	627	-9	0	18 967

5.9.2 Etat des amortissements

	Montant Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Transfert	Montant Fin d'exercice
Goodwill					
Marques					
Autres immobilisations incorporelles	33	4			37
Immobilisations corporelles					
Constructions et agencements	6 368	204			6 572
Installations techniques, matériel et outillage	2 156	61			2 217
Autres immobilisations corporelles	625	83			708
Sous total	9 149	348			9 497
Total	9 182	352			9 534

5.9.3 Etat des provisions

	Montant au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions à long terme				
Provisions pour impôts	19	9	-2	26
Autres provisions	134	19	-19	134
Total des provisions à long terme	153	28	-21	160
Provisions à court terme				
Provision pour impôts	3	3	-2	4
Autres provisions				0
Total des provisions à court terme	3	3	-2	4
Total général	156	31	-23	164
Dont dotations, reprises et IS				
- d'opérationnel courant		19	-19	
- d'opérationnel non courant				
- Charge d'impôt		12	-4	

Les provisions reprises parce qu'utilisées s'élèvent à 6 K€.

Les provisions reprises parce que devenues sans objet s'élèvent à 17 K€.

5.9.4 Goodwill et marques

Le poste Goodwill comprend :

En K€	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Goodwill « Chez Tante Louise »	585	-	585
Goodwill « SA Chez Marius »	455	-	455
Goodwill « SA Loiseau des Vignes »	300	-	300
Total	1 340	-	1 340

Les fonds de commerce issus de l'apport de la marque et du savoir faire de Bernard LOISEAU, dont le montant brut est de 638 K€, sont inscrits à l'actif de l'état de situation financière dans le poste « Marques ».

Les tests de dépréciation effectués au 31 décembre 2010 au titre de la norme IAS 36 n'ont pas conduit à constater de dépréciation sur les goodwill et marques inscrits à l'actif de l'état de situation financière.

Au 30 juin 2011, aucun indice de perte de valeur n'a été détecté sur ces postes.

5.9.5 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent uniquement les titres de participation non consolidés de la société Newcore.

5.9.6 Stocks et en cours

Ils se décomposent de la manière suivante :

	Au 30 juin 2011			31/12/2010
	brut	Dépréciation	net	Net
Liquides et solides	518	-	518	408
Marchandises	111	-7	104	104
Total	629	-7	622	512

5.9.7 Clients et comptes rattachés

	30/06/2011	31/12/2010
Clients et comptes rattachés < 1 an	158	183
Clients et comptes rattachés > 1 an	-	-
Pertes de valeur	-20	- 18
Total	138	165

5.9.8 Autres actifs courants

	30/06/2011	31/12/2010
Personnel et comptes rattachés (1)	10	10
TVA	143	146
Avances et acomptes fournisseurs	16	62
Produits à recevoir des prestations de consulting	85	51
Charges constatées d'avance	114	68
Divers (2)	96	215
Total	464	552

(1) Il s'agit principalement des indemnités à recevoir au titre des contrats aidés.

(2) Il s'agit du solde des produits à recevoir des assurances pour le compte du restaurant Tante Marguerite,

qui a subi un dégât des eaux en août 2010. En effet, ces indemnités à percevoir, concernant d'une part la perte d'exploitation subie suite à la fermeture de trois mois et demi pour travaux de remise en état, et d'autre part la prise en charge des travaux de réfection suite à ce sinistre.

5.9.9 Trésorerie et équivalents

En K€	Nature	Valeur Historique au 30/06/2011	Valeur dans l'état de situation financière au 30/06/2011	Valeur du marché (Juste valeur au 30/06/2011)
Disponibilités	Comptes courants et compte à terme	2 006	2 006	2 006
SICAV monétaires	Placements monétaires	38	40	40
Placement Cardiff	Placements monétaires	856	1 021	1 021
Trésorerie et équivalents à l'actif		2 900	3 067	3 067
Agios et découverts				-2
Trésorerie nette au tableau de flux				3 065

En K€	Nature	Valeur Historique au 31/12/2010	Valeur dans l'état de situation financière au 31/12/2010	Valeur du marché (Juste valeur au 31/12/2010)
Disponibilités	Comptes courants	1 711	1 711	1 711
SICAV monétaires	Placements monétaires	327	337	337
Placement Cardiff	Placements monétaires	856	1 014	1 014
Trésorerie et équivalents à l'actif		2 894	3 062	3 062
Agios et découverts				-56
Trésorerie nette au tableau de flux				3 006

5.9.10 Autres passifs courants

	Au 30/06/2011	Au 31/12/2010
Avances et acomptes clients	171	194
Personnel et organismes sociaux	821	993
TVA	31	35
Autres dettes fiscales et sociales	30	36
Produits constatés d'avance	52	24
Autres dettes	1	2
Total	1 106	1 284

5.9.11 Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
1. Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 432 100	1,25€
2. Actions /parts sociales émises pendant l'exercice		
3. Actions/parts sociales remboursées pendant l'exercice.		
4. Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 432 100	1,25€

Note : L'assemblée générale du 18 mai 2011 a autorisé le Conseil d'administration de BERNARD LOISEAU SA à acheter ou vendre des titres de la société. Celle-ci détient 10 528 actions en auto-contrôle au 30 juin 2011.

5.9.12 Information sectorielle relative à l'état de situation financière en K€

En application de la norme IFRS 8, les secteurs opérationnels du groupe Bernard Loiseau sont :

- Bourgogne :

- . Saulieu : Relais & Châteaux et exploitation de la marque Bernard Loiseau,
 - Bernard Loiseau SA (Relais Bernard Loiseau) au 2 rue d'Argentine, 21210 Saulieu dont les deux activités principales sont la restauration et l'hôtellerie de luxe,
 - Bernard Loiseau Organisation SARL, au 4 rue d'Argentine à Saulieu qui a une activité de consulting culinaire.

.Beaune : Restaurant Loiseau des Vignes 31 rue Maufoux 21200 Beaune, dont le fonds de commerce a été acquis en avril 2007 et dont l'activité a commencé mi-juillet 2007.

- Paris :

- Restaurant Tante Marguerite au 5 rue de Bourgogne 75007 Paris
- Restaurant Tante Louise 41 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris

30 juin 2011	Bourgogne	Paris	Total au 30/06/2011
Goodwill	300	1 040	1 340
Marques	638	0	638
Immobilisations corporelles nettes	5 980	1 189	7 169
Stock et en cours	545	77	622
Trésorerie et équivalents	2 928	139	3 067
Actifs courants	3 887	404	4 291
Passifs non courants	378	603	981
Passifs courants	1 696	424	2 120

31 décembre 2010	Bourgogne	Paris	Total au 31/12/2010
Goodwill	300	1 040	1 340
Marques	638	0	638
Immobilisations corporelles nettes	5 600	1 317	6 917
Stock et en cours	424	88	512
Trésorerie et équivalents	2 915	147	3 062
Actifs courants	3 669	622	4 291
Passifs non courants	408	298	706
Passifs courants	1 696	590	2 286

5.10 Notes sur l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Tous les montants sont exprimés en K€.

5.10.1. Information sectorielle

30 juin 2011 (6 mois)	Bourgogne	Paris	Total au 30 juin 2011
Chiffre d'affaires	2 938	1 347	4 285
<i>dont Restauration</i>	2 189	1 347	3 536
<i>Hôtellerie</i>	496		496
<i>Autres</i>	253		253
Résultat opérationnel	-12	237	225
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-27	174	147

30 juin 2010 (6 mois)	Bourgogne	Paris	Total au 30 juin 2010
Chiffre d'affaires	2 716	1 250	3 966
<i>dont Restauration</i>	2 031	1 250	3 281
<i>Hôtellerie</i>	488		488
<i>Autres</i>	197		197
Résultat opérationnel	-67	165	98
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-80	132	52

5.10.3 Impôts

a- Rationalisation de l'impôt

Résultat consolidé avant impôt	227
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat comptable avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	227
Taux de l'impôt	33,33 %
Impôt théorique	76
Différences permanentes	2
Autres	2
Impôt réel	80

b- Ventilation de la charge d'impôt:

Les différences nées au cours de l'exercice et le bénéfice de la société Loiseau des Vignes dont les déficits reportables avaient été activés, ont donné lieu à une comptabilisation d'une baisse de l'impôt différé actif de 21 K€.

Impôts exigibles	55 K€
Impôts différés (charge)	17 K€
Complément de provision d'impôt pour étalement des produits d'assurance de Chez Tante Marguerite	8 K€
Charge d'impôt	<u>80 K€</u>

Dont 80 K€ en résultat opérationnel courant.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable.

5.11. Résultat par action (en euros)

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre d'actions en circulation (1 432 100 actions) à l'exclusion des titres d'autocontrôle (10 187 actions en moyenne sur les 6 derniers mois).

Au 30 juin 2011, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

	30/06/2011	30/06/2010
Nombre d'actions en circulation	1 432 100	1 432 100
Nombre d'actions total en circulation (hors titres en autocontrôle- moyenne)	1 421 913	1 423 323
Résultat opérationnel consolidé en K€	225	98
Résultat net consolidé en K€	147	52
Résultat opérationnel consolidé par action	0.16 €	0.07 €
Résultat net consolidé par action	0.10 €	0.04 €
Résultat net dilué par action en euros	0.10 €	0.04 €

Rapprochement du nombre d'actions en circulation entre la clôture et le 30 juin 2011

	Au 01/01/2011	Variation	Au 30/06/2011
Nombre d'actions total en circulation hors actions auto-détenues	1 422 789	- 876	1 421 913

5.12 Dettes financières

En 2011, un nouvel emprunt de 400 K€ a été contracté par la SA Chez Marius, afin de financer les travaux de mise aux normes de sécurité et d'hygiène. Ces travaux ont été réalisés en même temps que les travaux de remise en état suite aux dégâts des eaux occasionnés par un tiers que le restaurant Tante Marguerite avait subi en août 2010. Cet emprunt a été contracté sur une durée de 7 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 2.75%. Le capital restant dû au 30/06/2011 est de 378 K€.

Trois autres emprunts sont en cours de remboursement :

- Un premier emprunt de 250 K€ contracté par la société SCI Du Maine en 2005, sur une durée de 15 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 3.55%, et dont le capital restant dû au 30/06/2011 est de 173 K€ ;

- Un deuxième emprunt de 300 K€ contracté par la société Loiseau des Vignes en 2007, sur une durée de 7 ans,

avec un taux d'intérêt fixe de 3,75%, et dont le capital restant dû au 30/06/2011 est de 138 K€ ;

- Un troisième emprunt de 400 K€ contracté par la société Chez Tante Louise en 2009, sur une durée de 7 ans, avec un taux d'intérêt fixe de 4,61%, et dont le capital restant dû au 30/06/2011 est de 299 K€.

Ces trois emprunts ne sont pas assortis de covenants bancaires.

La quote-part des dettes financières à moins de 1 an est de 167 K€.

5-11 Engagements hors bilan

- Dettes garanties par des sûretés réelles

En K€	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	872
Total	872

- Nature des sûretés réelles consenties

En 2011, l'emprunt contracté par la SA Chez Marius de 400 K€ (cf 5.12) a fait l'objet de deux garanties :

- Une garantie par acte séparé, avec le blocage des comptes courants d'associés de la SA Bernard Loiseau dans la société SA Chez Marius, à hauteur de 400 K€ durant deux ans, puis 300 K€ durant deux ans, puis 100 K€ durant les trois ans restants.
- Le nantissement du fonds de commerce du restaurant Tante Marguerite

Concernant la SCI Dumaine, un emprunt, dont le solde au 30 juin 2011, est de 173 K€, consenti par le Crédit Lyonnais, a fait l'objet de prises d'hypothèques en 2005.

Concernant la SAS Chez Tante Louise, l'emprunt de 400 K€, dont le solde au 30 juin 2011 est de 299 K€, consenti par le Crédit Mutuel, a fait l'objet d'un nantissement du fonds de commerce dudit restaurant.

Quant aux autres sociétés du groupe Bernard Loiseau, les sûretés réelles données en garantie des emprunts ont été levées suite au remboursement de 2003. Seuls les nantissements sur fonds de commerce dont l'extinction est automatique après dix ans subsistent.

B. Rapport semestriel d'activité du 1^{er} semestre 2011

I. Résultats et situation financière du groupe

Le 1^{er} semestre 2011 a été marqué par les principaux éléments suivants :

- Le maintien de la troisième étoile du Relais Bernard Loiseau au guide Michelin en mars 2011, pour la vingtième année consécutive.
- Le maintien de la première étoile au guide Michelin par le restaurant Loiseau des Vignes, ouvert à Beaune en juillet 2007, pour la deuxième année consécutive.
- Un bénéfice de 147 K€ au 30 juin 2011, contre un bénéfice de 52 K€ au 30 juin 2010.
- Un chiffre d'affaires du groupe en augmentation de 8 % au 30 juin 2011 par rapport au 30 juin 2010.
- Une situation financière qui reste saine avec une trésorerie nette de 3 millions d'euros.

Au cours du 1^{er} semestre 2011, il n'y a pas eu de transactions avec les parties liées.

II. Perspectives pour l'année 2011

Le secteur de l'hôtellerie-restauration nécessite dorénavant des méthodes très rigoureuses de gestion et de rationalisation, mais non rigides. Appliquées sérieusement dans le groupe Bernard Loiseau, elles ont été efficaces puisqu'elles ont permis de faire face à la crise des trois dernières années, pour atteindre l'équilibre du résultat du groupe en 2010, et de l'améliorer nettement encore en 2011.

En outre, les actions de communication et de commercialisation, tout comme la qualité des prestations reconnues de la marque Bernard Loiseau, ont permis d'augmenter le taux de fréquentation, et donc d'amortir le poids très lourd des charges de structure du Relais Bernard Loiseau.

Les investissements de renouvellement et d'embellissement quant à eux sont permanents, afin de préserver l'excellence des prestations et garantir ainsi l'attractivité des différents établissements et de la marque Bernard Loiseau.

Enfin, des démarches continuent d'être menées pour augmenter les partenariats valorisant le savoir-faire du groupe Bernard Loiseau.

L'article 222-6 du règlement général de l'AMF précise que l'émetteur doit décrire les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice : les principaux risques sont ceux inhérents à l'activité et sont liés à l'évolution de la fréquentation.